ANTOINE ARTOUS
FRANCIS SITEL

PCF : le temps des crises

Depuis la rupture de l'Union de la gauche, deux années se sont écoulées et le PCF semble s'être installé dans sa propre crise interne. Si, après avoir fait rage au lendemain de mars 78, celle-ci pouvait sembler retombée, il est clair qu'il ne s'agissait là que d'une accalmie présageant de nouvelles tempêtes. Il y avait eu les démissions, il y avait l'anémie militante, il y a aujourd'hui l'affaire Fiszbin qui a révélé de façon éclatante que l'appareil lui-même est miné par la crise, et l'appel pour « l'union dans les luttes » qui témoigne que de nombreux militants ne se résignent pas et recherchent une alternative; l'affaire de l'Afghanistan enfin a fait éclater au sein de la direction de la CGT le monolithisme habituellement de rigueur au plan public.

Dès lors le constat est clair : le mal dont est atteint le PCF depuis mars 78 ne s'est pas réduit, il continue à miner les forces vives du parti et va s'approfondissant.

Mars 78, deux ans après

Lors de la polémique déclenchée par le PCF contre le PS, à partir de septembre 1977 et au lendemain de l'échec de mars 78, deux types d'explications, dans et hors du PCF lui-même, ont été avancées. L'une, celle de la direction, selon laquelle le PCF n'avait fait que réagir au « tournant à droite » du PS : à la fois reniement des enga-

gements pris et préparation d'une politique de collaboration de classes une fois la victoire acquise. Explication dont la fonction première était de démontrer que la responsabilité de l'échec incombait au seul PS.

L'autre revenait à s'étonner d'une politique apparaissant comme contradictoire avec l'image eurocommuniste d'un PCF « parti de gouvernement », telle que la peaufinait la direction Marchais depuis plusieurs années. Par rapport à cette image, le « tournant » du PCF apparaît comme incompréhensible ou comme le produit d'un simple accident de parcours : le PCF ayant voulu simplement créer de meilleures conditions pour son accession au gouvernement. Mais, dans ce cas, c'est l'incapacité du PCF à maîtriser les conséquences de sa propre politique qui paraît peu explicable au regard de l'objectif fixé.

Que l'on s'étonne du comportement du PCF ou que l'on considère celui-ci comme un simple accident de parcours, le résultat dans la méthode d'explication est le même : on ne rend pas pleinement compte de la politique de la direction du PCF. Ou plutôt on se contente de l'expliquer par l'irrationalité dans les réactions de sa direction, irrationalité qui serait due soit aux effets de ses méthodes bureaucratiques, soit aux batailles de cliques en son sein.

Par ailleurs, toutes ces explications ont un point commun : le caractère provisoire de la politique engagée alors.

Or, ce qui apparaît c'est que les bilans en forme d'actes d'accusations sont une véritable toile de Pénélope indéfiniment reprise, comme si, interminablement, le PCF se devait d'imputer au PS la responsabilité de l'échec de l'UG. Cela pour une raison : cette dénonciation n'est qu'un des éléments de l'orientation choisie par le PCF à la veille de mars 78, une sorte d'introduction. *En fait, au terme de ces deux années, force est de constater le caractère durable de la politique de division du PCF et la cristallisation qui s'est opérée autour de celle-ci d'une orientation redéfinie.*

Les éléments essentiels de celle-ci sont clairs. D'abord, la rupture PC-PS, qui non seulement a été maintenue mais s'est aggravée au fil des jours et des événements, ce dont témoigne quotidiennement *l'Humanité* qui cultive la dénonciation du PS et de la social-démocratie internationale, distribue anathèmes et insultes. La rupture s'est faite divorce, de ces divorces qui cultivent orages et passions et semblent rendre les réconciliations impossibles.

Autant cette politique de combat contre la social-démocratie avait pu apparaître fin 1977 comme immotivée dans ses fondements aux yeux mêmes de bien des militants du PCF, qui furent inopinément appelés à prendre conscience de la véritable nature de la social-démocratie, autant la direction du PCF a, depuis, cherché à donner

une justification « théorique » de ce virage aussi brutal qu'inattendu. Celle-ci fut élaborée à parti du Comité central d'avril 1978 où fut avancée la thèse des effets contradictoires de la crise du capitalisme. Celle-ci est, en effet, présentée comme renforçant à la fois le désir de changement et les résistances au changement dans la classe ouvrière. Ces dernières étant évidemment particulièrement fortes dans les couches moyennes dont chacun sait qu'elles constituent la base sociale du PS. Ainsi donc le célèbre « tournant à droite » du PS apparaît être non seulement le fruit des manœuvres de Mitterrand, Rocard et consorts, mais aussi la traduction des effets en profondeur de la crise du capitalisme sur les masses elles-mêmes.

Si l'on accepte cette thèse, il est clair que, compte tenu de l'ampleur et du caractère durable de cette crise, le PCF ne peut que se trouver isolé, non pas tant par une décision politique délibérée que par les effets de la situation objective. En tant que « parti de la classe ouvrière », unique force révolutionnaire sur le champ politique français, le PCF est en effet le seul à refuser de plier devant la volonté du capital, le seul à pouvoir résister aux sirènes giscardiennes du consensus, le seul, en un mot, à défendre jusqu'au bout les intérêts des travailleurs et des masses laborieuses.

C'est pourquoi, depuis mars 78, le PCF ne s'est pas fait faute de réaffirmer avec force, voire agressivité, un des éléments constitutifs fondamentaux de son identité : le fait qu'il est partie prenante d'une lutte de classes qui se développe à l'échelle mondiale partageant les forces politiques en deux camps : d'un côté, l'impérialisme, ses suppôts giscardiens et ses complices social-démocrates; de l'autre, l'URSS et les démocraties populaires, le mouvement communiste international et, de façon plus différenciée et aléatoire, les « forces démocratiques et de progrès. »

Le PCF a accentué, ces derniers mois, les aspects internationaux de sa politique : la campagne contre le renforcement du dispositif nucléaire de l'OTAN en Europe, la prise de position, depuis Moscou, de Marchais sur l'Afghanistan, en ont été les manifestations les plus voyantes. Mais il ne faut pas oublier le voyage de Marchais à Cuba et au Nicaragua, sa rencontre avec Yasser Arafat, le campagne sur le Cambodge...

Dans ces conditions, le PCF est évidemment amené à déployer l'essentiel de ses énergies pour faire front à la campagne que la bourgeoisie développe, presque comme aux plus belles heures de la « guerre froide », contre le « Parti de Moscou ». Pourtant, ce climat d'anticommunisme, objectivement entretenu par le PCF, ne doit pas faire illusion : le PCF ne s'est pas retiré du terrain français au profit d'une fuite éperdue dans les questions internationales. Certes celles-ci sont d'une importance croissante et les tensions au plan mondial

exigent du PCF qu'il se porte au premier rang des partis communistes en défense de la politique du Kremlin. Mais cette bataille n'est en rien exclusive de la dimension proprement nationale de sa politique. D'autant que le PCF se plaît à insister sur le caractère « avant tout national » de la crise. C'est dire que l'activité internationale du PCF ne saurait se substituer à la lutte sur le terrain national. C'est bien pourquoi la direction du PCF a engagé depuis mars 78 une redéfinition de son orientation, celle-ci étant aujourd'hui formalisée selon une ligne articulée autour de la notion d'autogestion.

En deux ans, le PCF s'est ainsi redéfini à partir de trois éléments d'orientation qui étaient ou condamnés ou estompés durant les six années précédentes : la condamnation du PS comme agent de l'impérialisme, la défense des positions internationales du Kremlin, l'affirmation de la voie autogestionnaire au socialisme. Les ombres du passé qui continuent à hanter les discours de la direction et, surtout, la conscience des militants, ne doivent pas faire illusion : l'ampleur du tournant est considérable. La rupture de l'UG n'a constitué, de la part du PCF, ni un faux pas, ni une mesure provisoire d'autodéfense, mais bien une bifurcation dans son orientation.

Il était une fois l'Union de la gauche

Georges Séguy confiait, il y a deux ans, à *l'Expansion* : « *L'expérience de Mai 68 a été à l'origine de l'évolution des esprits à gauche : c'est Mai 68 qui a enfanté le Programme commun* »[1]. Par cette formule, il prétendait signifier que l'expérience de Mai 68 aurait permis aux travailleurs de prendre conscience de la nécessité d'un accord entre les partis de gauche pour que leur volonté de changement puisse se réaliser.

Mais une autre lecture peut en être faite : l'irruption du mouvement de masse en Mai 68, d'une part, condamnait à mort le régime gaulliste, d'autre part, contraignait le PCF à sortir de son opposition douillette au « pouvoir personnel ». Sous peine de se trouver une seconde fois bousculé par lui, le PCF devait définir un nouveau dispositif politique. Ce qu'il commença à faire avec le Manifeste de Champigny : face au « pouvoir des monopoles », le PCF préconisait un changement politique par le « rassemblement des forces ouvrières et démocratiques, pour une démocratie avancée et le socialisme » (19e congrès, février 1970). Cette étape de la « démocratie avancée » prévoyait l'accession du PCF au gouvernement dans le cadre d'une large alliance antimonopoliste. Une telle perspective devait trouver sa concrétisation avec la signature du Programme commun de gou-

vernement avec le PS que devait ratifier le Mouvement des radicaux de gauche.

En fait, la formation de l'Union de la gauche va permettre, non de répondre à l'aspiration au changement des masses, comme le prétendaient ses promoteurs, mais d'endiguer celle-ci, de la canaliser sur le terrain parlementaire et électoral et de la dévoyer dans le cadre d'une alliance de collaboration de classes avec des forces bourgeoises. Au nom du changement, électoral cette fois, PC et PS vont pouvoir ajourner les conflits sociaux qui mettaient à l'ordre du jour l'éviction du gouvernement bourgeois.

C'est un verrouillage des luttes qui est ainsi opéré : d'un côté, le mur de l'intransigeance gouvernementale, de l'autre, la litanie des directions ouvrières en un même chœur : la satisfaction des revendications passe par la victoire électorale de l'UG et du Programme commun. Verrouillage d'autant plus efficace qu'au fil des années le projet gagne en crédibilité compte tenu de la croissance électorale continue de l'UG. C'est alors la belle époque de « l'eurocommunisme » qui donne crédit à l'idée que la coalition des deux partis ouvriers est solidement cimentée et que, quelles que soient les étapes à respecter, la voie démocratique au socialisme est possible.

Pourtant, derrière cet écran, les processus de radicalisation de la classe ouvrière sont à l'œuvre, gros de contradictions pour le PCF. L'électoralisme, distillé en permanence, fait que l'union profite de façon spectaculaire au PS qui se reconstruit comme parti ouvrier de masse et en vient, la notion de « vote utile » aidant, à devancer électoralement le PCF. Par ailleurs, si l'extrême gauche, confrontée à l'UG, entre en crise profonde, elle se maintient pour ce qui est de ses composantes trotskystes, renforce son implantation ouvrière et progresse, y compris électoralement.

Grignoté en tant que « principale force de l'opposition démocratique » par les progrès du PS, contesté comme parti prétendument révolutionnaire par le renforcement des organisations trotskystes, le PCF voit donc son identité mise en cause et ses capacités de contrôle de la classe ouvrière menacées. Et ce, dans une situation où les réactions ouvrières apparaissent de plus en plus difficilement prévisibles. L'exigence du changement s'est accumulée dans la conscience de millions de travailleurs; longtemps contenue par la promesse de la victoire électorale, elle ne manquera pas de s'exprimer avec une force redoutable au lendemain de cette victoire. Ainsi, à la veille de mars 78, si les dirigeants du PCF peuvent se glorifier d'avoir dompté le mouvement de Mai 68, une nouvelle menace hante leurs peurs : celle symbolisée par l'explosion ouvrière de juin 1936 lorsque les travailleurs ont salué, à leur façon, la victoire électorale du Front populaire. Georges Séguy, dans la même interview, déclarait en février

1978 : « *Nous avons suffisamment d'autorité pour garantir à un gouvernement de gauche qui respectera ses engagements l'économie de la plupart des conflits sociaux.* » Assurance d'autant plus facile à promettre que les jeux étaient faits : il n'y aurait pas d'engagements à tenir, parce qu'il n'y aurait pas de gouvernement de gauche.

Pour analyser comment le PCF a réagi dans ces circonstances il est indispensable de prendre en compte ce qui fait sa spécificité par rapport à un autre parti ouvrier réformiste tel que le PS.

La crise du stalinisme, l'éclatement du « mouvement communiste international », se traduisent par une adaptation croissante des partis communistes à leur « réalité nationale », entendons : à leur société bourgeoise respective. Dans le cas du PCF, son intégration à la société bourgeoise, la multiplication des miettes qu'il reçoit de la part de l'État bourgeois, à travers les municipalités par exemple, pèsent plus fortement que par le passé : des milliers et des milliers de ses militants ont été éduqués, depuis des dizaines d'années, à une politique qui n'a que peu à voir avec celle de la « guerre froide ». Le PCF n'est pas, pour autant, devenu un parti réformiste « classique » de type social-démocrate, dont la politique serait fondamentalement déterminée par sa volonté de participer au pouvoir d'État, en s'appuyant sur la classe ouvrière pour négocier avec la bourgeoisie des positions de pouvoir.

L'identité du PCF, les conditions d'existence de son appareil, reposent principalement sur autre chose : le type d'hégémonie qu'il s'est construite sur la classe ouvrière et ses rapports avec l'URSS et, plus généralement, avec le « camp socialiste ». Les deux étant d'ailleurs liés : on ne peut comprendre comment le PCF a construit son contrôle sur la classe ouvrière sans prendre en compte sa référence à la révolution d'Octobre, même si celle-ci était alors usurpée par Staline. De même, on ne peut comprendre comment ce contrôle est, à l'heure actuelle, contesté, si l'on s'en tient à une simple analyse des luttes de classe en France, sans considérer les effets de la crise du « mouvement communiste international » sur le mouvement ouvrier français.

Tout cela ne va pas sans des contradictions au sein du PCF, contradictions qui s'aggravent. L'intégration à la « société française » et la nécessité de donner des garanties à la bourgeoisie expliquent les prises de distance avec la bureaucratie du Kremlin. De même la volonté d'apparaître comme un « parti de gouvernement » est aussi le produit de cette incrustation sociale dans l'État bourgeois.

Mais, face à un changement de conjoncture au niveau international et au niveau national, la direction du PCF a obéi à d'autres motivations que celles du PS qui reste déterminé par sa volonté de trouver, à marche forcée, sa place à la tête de l'État bourgeois.

Ainsi, si le cassage de l'UG a alors été vécu par les travailleurs comme une rupture brutale, inattendue et inexplicable, on peut dire, aujourd'hui, avec le recul, qu'en fait elle sanctionnait au plan de la politique des appareils, le changement de situation qui s'est opéré autour des années 1974-75.

Ce changement coïncide avec un affaiblissement de l'impérialisme qui, à la fois, subit une défaite majeure au Vietnam et voit l'économie capitaliste entrer dans une phase de récession de grande ampleur. Cette nouvelle situation signifie deux choses : la première, qu'une éventuelle expérience gouvernementale ne pourrait impliquer qu'une politique pour le PCF : non pas une application, même « raisonnable », du Programme commun, mais une gestion loyale et vigoureuse de l'austérité. La seconde, que la politique du Kremlin va être de prendre en compte ce changement du rapport de forces entre les classes à l'échelle internationale pour avancer ses propres pions et renforcer sa sphère d'influence. Et ce, dans le cadre d'une conception de la coexistence pacifique réappréciée en ces termes par Maxime Gremetz lors du dernier Comité central du PCF :

« Notre parti qui a toujours récusé la thèse selon laquelle la coexistence pacifique pourrait signifier on ne sait quel « statu quo » social et politique, on ne sait quel « partage du monde », voit dans la lutte pour l'affaiblissement, le rétrécissement des positions de l'impérialisme, un élément capital pour le succès de nos objectifs fondamentaux de transformation sociale et humaine. »

Étant entendu que cette politique s'inscrit, quoi qu'en dise Gremetz, dans le cadre du statu quo négocié entre l'impérialisme et la bureaucratie soviétique, en ce sens que les positions vitales apparaissent, d'un commun accord, gelées; en particulier en ce qui concerne l'Europe. La bureaucratie soviétique n'avait donc aucune hâte à ce que surgisse, après le Portugal, une nouvelle situation troublée dans cette zone; situation qui, de surcroît, aurait pu être imputée à un Parti communiste qui, quels que soient ses « flirts eurocommunistes », apparaît comme le plus fidèle à Moscou des partis communistes de masse occidentaux.

On peut donc penser que, comme l'a symbolisé la visite d'un certain ambassadeur, le Kremlin a fait au maximum pression sur le PCF pour qu'il évite toute aventure. D'autant que, si l'on en croit Maxime Gremetz, le PCUS ne partage pas l'analyse du PCF sur la profondeur de la crise du capitalisme. Sans compter que, parmi les garanties que devait donner à la bourgeoisie le PCF pour être reconnu comme « parti de gouvernement », figurait en bonne place la condamnation des méthodes bureaucratiques régnant en URSS en matière de libertés démocratiques.

Dans ces conditions, la perspective d'une expérience gouvernementale ne pouvait que s'assombrir dangereusement pour le PCF. D'une part, une politique d'austérité ne pouvait que menacer son hégémonie sur la classe ouvrière, mettre en cause ses capacités de contrôle sur celle-ci; d'autre part, les tensions internationales croissantes ne pourraient que peser directement sur les relations avec le partenaire socialiste : les soviétiques pouvant, de leur côté, condamner les compromissions d'un parti communiste engagé dans un gouvernement à dominante atlantiste, les socialistes exigeant, du leur, un alignement strict du PCF par rapport à la politique menée.

L'expérience s'annonçait ou coûteuse ou de courte durée, si ce n'est les deux à la fois. Peut-être Marchais se félicite-t-il aujourd'hui, au vu de la crise qui frappe son parti, d'avoir su échapper à une crise pire encore. Cette hypothèse qu'une fois au gouvernement il aurait fallu payer les privilèges ministériels par des cassures internes, une perte d'hégémonie sur la classe ouvrière, valait bien d'envoyer au diable les illusions eurocommunistes !

Les trois facettes du PCF

Face aux échéances correspondant à cette situation nouvelle, la direction du PCF a réagi avec la brutalité qui caractérise ses méthodes politiques : cassage de l'Union de la gauche et rupture avec le PS, dénonciation de la « logique du Programme commun » et réaffirmation des ancrages internationaux.

Une fois le nœud gordien tranché, restait à redéfinir une ligne politique qui permette de lancer le parti sur de nouveaux rails. Ce qui est fait aujourd'hui avec l'adoption de la « stratégie autogestionnaire ». Trois éléments clefs caractérisent cette nouvelle ligne placée sous le signe de « l'union à la base ».

- *Le PCF, « Parti des travailleurs »*

L'axe de l'action politique du PCF est en effet qu'il faut que les travailleurs renforcent « leur » parti, le « parti de la classe ouvrière ». Certes, il s'agit moins là d'une modification des analyses fondamentales du PCF, qui s'est toujours défini comme tel, que d'une question d'accentuation, ce qui est loin d'être insignifiant.

Hier, le PCF s'affirmait d'abord comme le parti de l'union, l'élément moteur du vaste rassemblement antimonopoliste. Depuis il a tenté, dans un premier temps, de se présenter, contre le PS, comme le parti ayant vocation à représenter au plan politique les différents mouvements et organisations syndicales dans le cadre de la défense des intérêts des travailleurs; d'où l'ouverture vers la CFDT. Les

réactions de la direction Maire lui ont montré qu'il n'avait pas d'illusion à se faire en la matière. Dans ces conditions, son rôle de « parti de la classe ouvrière » s'est vite réduit à une priorité : son intervention dans les entreprises.

D'où l'importance donnée au Conseil national consacré à cette question. Par ailleurs, tant les attaques portées par certains oppositionnels, à commencer par Fiszbin, contre le danger d'ouvriérisme, que les mises en garde feutrées de Séguy concernant les risques de désinvestissement des militants communistes par rapport au travail syndical, témoignent qu'il ne s'agit pas là seulement de slogans mais bien d'un effort réel du PCF pour redéployer ses forces en direction des grandes entreprises.

● *Le PCF, parti des luttes*

Plus fondamentalement, c'est dans les entreprises que se jouent les affrontements directs et immédiats entre le pouvoir et les travailleurs, c'est donc là que le PCF veut « occuper le terrain ». Une fois ajournées les échéances gouvernementales et estompées les perspectives politiques centrales, le PCF a, en effet, la volonté de se profiler comme « le parti des luttes », celui qui combat l'austérité, refuse le consensus. Il s'agit là d'un choix qui n'a rien de momentané : dans une situation de crise profonde et durable du capitalisme, face aux travailleurs qui se heurtent quotidiennement aux attaques de la bourgeoisie, le PCF s'efforce d'apparaître comme le seul parti qui combat sans concessions la politique patronale et gouvernementale. Il s'agit pour lui de persuader la classe ouvrière qu'en ces temps troublés la lutte de classe se résume à un face à face : celui qui oppose le Parti communiste à la bourgeoisie exploiteuse. Dans cet univers manichéen, les autres organisations ouvrières n'ont, à ses yeux, d'autre destin que celui d'agents de la bourgeoisie infiltrés dans les rangs du prolétariat.

● *Le PCF, parti de l'autogestion révolutionnaire*

On ne peut nier la cohérence de cette volonté de reconquérir le terrain perdu dans les entreprises et dans la conscience des travailleurs par l'affirmation que la priorité est à la lutte, lorsque l'on rapporte celle-ci à la situation qui est celle de la classe ouvrière en butte aux attaques répétées du patronat, à la politique de la bourgeoisie qui veut utiliser la crise pour accroître la productivité, grignoter le pouvoir d'achat et démanteler les acquis ouvriers. Reste que si l'on prend en compte le fait que cette classe ouvrière n'est pas condamnée à la défensive, en ce sens qu'elle n'a pas été démoralisée, défaite dans ses forces profondes par la « désillusion de mars 78 », mais qu'elle est instinctivement à la recherche des moyens

lui permettant de passer à la contre-offensive, les organisations ouvrières ne peuvent être crédibles aux yeux des travailleurs que si elles apportent *une réponse politique* à la situation, que si elles militent en faveur de perspectives politiques globales. Le PCF n'échappe pas à cette exigence.

C'est pourquoi, en même temps que « parti de la classe ouvrière », il s'affirme comme « parti révolutionnaire », combattant pour le socialisme. La question est de savoir comment peut se concrétiser cette affirmation lorsque l'on explique que l'heure est à la lutte entreprise par entreprise; pour « éreinter la stratégie du redéploiement » comme le disait Philippe Herzog, qui ajoutait : « *Ce sont des luttes diversifiées, multiformes, dans des directions qui ne s'enfermeront pas dans un carcan programmatique, qui sont nécessaires.* »[2] Une telle stratégie ne tend-elle pas à se confondre, dans le cadre des batailles quotidiennes, avec l'action syndicale qui, chacun s'accordera à le reconnaître, n'a pas en tant que telle de vertu révolutionnaire ?

Marchais lui-même, au demeurant, a souligné les limites de l'action syndicale proprement dite. D'une part, le syndicat n'est pas en mesure de mettre en lumière le cours droitier du PS et, donc, de montrer à quelles conditions le changement politique est possible. D'autre part, seul le PCF peut répondre aux questions politiques de fond :

« *Les travailleurs ont besoin qu'on réponde clairement aux questions précises qu'ils se posent,* déclarait Marchais au Conseil national. *Par exemple, peut-on mettre sur pied une économie efficace, solide en France et ouverte sur le monde sans passer par l'austérité ? Peut-on imaginer que le progrès scientifique et technique puisse être développé sans augmenter les cadences et rendre le travail plus pénible ? Peut-on sortir de la crise sans accepter une discipline impérialiste qui vassalise la France ? Peut-on avancer dans la voie du désarmement en assurant à notre pays sécurité et indépendance ? Peut-on avancer dès aujourd'hui dans la voie du socialisme ? L'autogestion peut-elle commencer dès maintenant ?* »

Il est clair que, grâce au PCF, toutes ces questions peuvent recevoir une réponse affirmative. Ainsi le socialisme apparaît possible dès à présent, entreprise par entreprise, lutte après lutte, dans le cadre du système capitaliste, à un moment où la crise nourrit au sein même de la classe ouvrière des résistances au changement, où toutes les forces non communistes se précipitent dans la collaboration de classes... Cette théorie époustouflante permet de comprendre comment l'autogestion peut « commencer dès maintenant », étant entendu que, dès lors qu'elle est impulsée par le Parti communiste, elle est « autogestion révolutionnaire ».

Et Marchais d'ajouter :

« *Pour lutter sur ces bases, les travailleurs ont besoin de perspectives. Ils ont besoin de comprendre vers quel type de société il faut aller afin qu'ils puissent y jouer un rôle à la mesure de la place réelle qu'ils occupent dès maintenant. En bref,* pour agir et engager eux-mêmes, dès maintenant, les transformations révolutionnaires, *les travailleurs ont besoin d'espérer et de nourrir leur espérance de conviction. Qui d'autre que le Parti communiste est en mesure de répondre à leur attente ? Personne.* »

Ce « dès maintenant » apparaît comme une extraordinaire innovation théorique du PCF et de son secrétaire général qui réinvente le « socialisme pas à pas »[3].

Socialisme à pas de tortue qui n'est pas sans rappeler les plus solides traditions réformistes, d'origine bernsteinienne, selon lesquelles la réalisation du socialisme se fera par accumulation de réformes partielles. A ceci près que les théoriciens réformistes partaient d'une analyse du capitalisme comme ayant les capacités de surmonter ses contradictions internes, ils préconisaient l'abandon de la perspective révolutionnaire marxiste au profit d'un processus de réforme enclenché à partir de la conquête du pouvoir sur la base d'un succès électoral.

Le PCF inverse l'argumentation : à cause de la crise du capitalisme, les communistes seraient à même d'impulser avec les travailleurs, à la base, par la lutte, sans attendre un changement gouvernemental, des transformations révolutionnaires de la société. C'est la crise des miracles !

Face à la crise du capitalisme, la nouvelle donne du PCF

Etrange discours que celui du PCF qui associe des éléments à première vue contradictoires : affaiblissement de l'impérialisme et affirmation du caractère « avant tout national » de la crise; possibilité de réaliser des changements révolutionnaires dès maintenant et impossibilité de proposer un débouché politique aux luttes; volonté de réaliser « l'union du peuple de France » et incapacité de contraindre le PS, la CFDT, FO et la FEN à la plus modeste unité d'action.

S'arrêter à ce simple constat ne serait pas voir ce qui constitue la logique interne de l'orientation actuelle du PCF, la cohérence s'en éclaire si l'on rapporte ces divers éléments à ce que signifie la crise du capitalisme pour un parti comme le PCF. Celle-ci pose, dans les faits, le problème d'un affrontement direct entre la classe ouvrière

et la bourgeoisie : pour la seconde il faut infliger une défaite majeure aux travailleurs afin de restaurer le taux de profit du capital, pour la première une bataille déterminée contre l'austérité ne peut déboucher que sur un heurt décisif avec le gouvernement et le régime. Un tel affrontement qui amènerait à en finir avec les fauteurs d'austérité permettrait au prolétariat d'apporter ses propres réponses à la crise, c'est-à-dire des solutions qui seraient en rupture avec le capitalisme. C'est un tel enchaînement, qui ouvrirait une crise révolutionnaire, que le PCF s'efforce de bloquer.

Ainsi, chacun des trois éléments clefs que nous citions plus haut – mise en avant du seul PCF comme parti ouvrier, accent mis sur les luttes et stratégie autogestionnaire de conquêtes de positions démocratiques – doit être lu, en négatif, comme un élément constitutif d'une orientation dont la fonction est d'empêcher un tel affrontement, de paralyser la classe ouvrière, de l'empêcher de passer à l'offensive contre le régime et le capitalisme.

En premier lieu, l'isolement du PCF, sa politique de division ont pour but de « geler » la situation, d'enliser les luttes dans la division, en interdisant tout débouché politique à celles-ci. Alors que tous les travailleurs sont conscients qu'une lutte d'ampleur contre Giscard-Barre poserait inéluctablement le problème de chasser le gouvernement, le PCF martèle cette idée qu'il n'y a pas d'alternative au pouvoir en place. Ardemment soutenu en ce domaine par Edmond Maire, grand apôtre de la démoralisation ouvrière, il s'efforce de convaincre les travailleurs que, tant que dure la division, « rien n'est possible ».

Dès lors, l'appel aux luttes à ceci de particulier qu'il est d'emblée pipé. Alors qu'il ne serait pas de plus formidable encouragement aux luttes des travailleurs que PC et PS s'affirment prêts à se porter candidats au pouvoir, le PCF va répétant que la « gauche » c'est fini. Dans ces conditions, appeler les travailleurs à la lutte c'est leur sussurer à l'oreille : « Battez-vous quand même, dos au mur, en défensive... »; c'est organiser l'éclatement de ces luttes, rendre impossible leur centralisation. En un mot : les luttes, oui, mais au rabais !

Enfin, cette prétendue lutte contre l'austérité est constamment présentée comme une « lutte nationale » – la fameuse dimension « avant tout nationale » de la crise – : lutte contre la stratégie du déclin national, l'abandon national, la vassalisation de la France. Une telle propagande tend à couper la lutte des travailleurs de ses racines internationalistes, à un moment où, précisément, du fait de la crise internationale du capitalisme et de la centralisation de son offensive anti-ouvrière à l'échelle européenne, l'unification internationale des travailleurs n'en est que plus impérative, tant à l'échelle des différents pays qu'au sein de chaque pays entre travailleurs nationaux et travailleurs immigrés. Mais elle a une autre fonction :

dessiner en creux ce que devrait être l'alliance des forces qui pourrait permettre d'offrir une alternative au pouvoir en place en cas d'aggravation catastrophique de la crise économique ou d'effondrement du régime : celle de l'union nationale autour d'un intérêt tout aussi national. C'est-à-dire la coalition de toutes les forces qui pourraient se rassembler autour d'une politique d'affirmation nationaliste, se reconnaître dans un repli protectionniste préfiguré par le trop célèbre « produisons français ! » Il semble bien que la perspective d'un nouvel accord avec le PS, souvent réaffirmée, doive être comprise dans ce cadre.

L'heure n'est pas à une telle solution, ce qui explique que, malgré les connivences qui peuvent se dessiner à tel ou tel moment, ainsi avec le RPR lors des élections européennes, aucune force bourgeoise significative n'est prête, aujourd'hui, à se prêter à ce jeu. Reste que si cela se réalise un jour, nul ne sera en droit de reprocher au PCF de ne pas y avoir pensé le premier.

Des points de fragilité

Le PCF a été durablement fragilisé par son opération de cassage de l'Union de la gauche, dans la mesure où la classe ouvrière elle-même n'a pas assimilé l'échec de mars 78 comme une défaite décisive; face aux attaques du patronat, les travailleurs ont continué à faire montre d'une combativité élevée et on assiste à un mûrissement des leçons politiques que les travailleurs ont tirées de ces dernières années, en particulier en ce qui concerne la politique des directions. Ainsi se conjuguent dans la conscience ouvrière la volonté de combat et l'expérience des trahisons, qui sont vécues moins comme des échecs irréparables que comme des expériences douloureuses. Dans ces conditions, les contradictions au sein du PCF ne peuvent que mûrir elles aussi, jusqu'à menacer de rompre l'équilibre auquel est parvenu jusqu'à présent la direction.

En effet, les incohérences que l'on peut noter dans le discours du PCF renvoient à des contradictions réelles dans sa pratique.

1. « Union à la base » et politique de division

La pratique du PCF qui consiste à prôner l'union à la base et à pratiquer la division et le sectarisme supposerait une hégémonie du PCF dans les entreprises et les luttes qui ne correspond pas à la situation réelle. Il existe, au contraire, pour des raisons différentes, tant du côté du PS que des organisations révolutionnaires, une volonté de réaliser l'unité d'action avec le PCF, y compris à la base et dans les luttes. Dès lors, on l'a vu au cours de différentes batailles

récentes, en particulier en ce qui concerne la lutte pour le droit à l'avortement, la pratique du PCF apparaît aux yeux de nombreux travailleurs pour ce qu'elle est : une politique délibérée d'isolement sectaire et de division des rangs ouvriers face à l'adversaire de classe.

2. Dénonciation de la social-démocratie et collaboration de classe

Cette contradiction double la précédente en mettant en lumière le fait que le PCF ne peut se revendiquer d'une pratique de classe cohérente pour légitimer son refus de l'unité. La direction de la CGT n'accepte-t-elle pas, en règle générale, de s'asseoir aux mêmes tables que la CFDT pour y signer les mêmes contrats de collaboration de classes, ainsi lors de la liquidation de l'indemnité des 90 % pour licenciements économiques ? Le PCF n'est-il pas le plus fervent lorsqu'il s'agit de se porter en première ligne en défense du régime, comme lors de l'affaire Boulin ? Ce qui apparaît à beaucoup de travailleurs c'est que le PCF ne fait que couvrir, par la division et la dénonciation de la social-démocratie, une politique qui n'est pas différente, en son fond, de celle de collaboration de classe de la social-démocratie.

3. Alignement sur l'URSS et litanie autogestionnaire

Le PCF peut bien prétendre que son choix de « l'autogestion révolutionnaire » est aux antipodes des conceptions social-démocrates de la cogestion déguisée en autogestion, on voit mal ce qui pourrait démontrer concrètement le bien-fondé d'une telle proclamation. D'autant que ses choix internationaux tendent à renforcer l'idée que le PCF ne dispose d'autre modèle de « socialisme » que celui existant en URSS qui, chacun le reconnaîtra, est bien éloigné des conceptions autogestionnaires. La crise de ces sociétés bureaucratisées, les batailles en cours en URSS, en Pologne et en Tchécoslovaquie, sur la question des libertés démocratiques, sont, dans ces conditions, autant de mises en déséquilibre du PCF lui-même. De même, sur un autre plan, que son rapprochement avec le Vietnam et Cuba.

4. Internationalisme et dimension « avant tout nationale » de la crise

Ce n'est pas que du côté des travailleurs des pays de l'Est que « l'internationalisme » du PCF est quelque peu mis à mal, mais aussi face à la lutte des classes dans les pays impérialistes : comment accorder l'analyse de la dimension avant tout nationale de la crise, et des réponses tout aussi nationales à celle-ci, avec les tâches de l'heure qui sont celles de l'unification des luttes contre l'austérité et les plans de la bourgeoisie à l'échelle européenne des trusts multinationaux ? A l'heure où les trois PC dits eurocommunistes se divisent

sur les grandes questions internationales, le PCF ne se donnera pas, en la matière, un brevet d'internationalisme militant à partir de ses seules déclarations d'intention ou de réunions symboliques comme celles des sidérurgistes européens à Thionville.

5. Les contradictions de « l'axe de classe PC-CGT »

La publication, lors des débats préparatoires au 23e Congrès, d'un document spécial, intitulé « Le PCF et le mouvement syndical », a inauguré une longue liste d'interventions spécifiques sur cette question qui est apparue au centre du Conseil national sur le travail dans les entreprises, dont une des fonctions semble bien d'avoir été d'éclaircir ce point épineux. G. Séguy l'a d'ailleurs souligné dans son intervention.

De leur côté, Colpin, dans son rapport introductif, et Marchais, dans son rapport de conclusion, ont largement développé les positions du PCF sur ce problème.

Une telle insistance témoigne de difficultés réelles en la matière. Celles-ci sont d'abord liées au bilan du passé : comment l'UG a imposé une certaine pratique syndicale à la CGT; verrouillage des luttes et capitalisation du mécontentement au profit des perspectives électorales au nom du célèbre « union, action, programme commun »; comment, lorsqu'il a fallu briser cet espoir, la direction de la CGT s'est alignée sur l'offensive anti-PS du PCF. Le 40e Congrès de la CGT a été traversé par cette nécessité que s'expriment les désillusions des militants.

Du point de vue de la direction du PCF, une des premières choses à faire est donc de légitimer les « liens privilégiés » existant entre le PCF et la CGT. Tel est le sens de l'affirmation sans cesse répétée qu'il n'est, en France, que deux organisations qui se battent sur des positions de classe : le PCF et la CGT !

Mais ce n'est pas seulement le passé qui est en cause, le présent surtout apparaît problématique. En effet, comment concilier l'activité du parti à l'entreprise avec le rôle et l'action du syndicat, lorsque le parti tend à se substituer à l'action du syndicat et n'avoir rien d'autre à proposer que ce qui est de l'ordre de l'action revendicative ? Car le PCF ne propose pas de perspective politique aux luttes revendicatives; plus : il travaille à convaincre les travailleurs qu'il n'existe pas de perspective politique centrale.

Par ailleurs, c'est en tant que militants communistes que les membres du PCF sont appelés à se battre dans l'entreprise sur toutes les luttes qui peuvent s'y dérouler, y compris au niveau de l'atelier ou du bureau. Quel espace reste-t-il, dès lors, au syndicat ? Sans compter que la priorité étant donnée à la construction et au renforcement des cellules d'entreprises du parti, bien des cadres sont

invités à se désinvestir de leurs tâches syndicales pour devenir les porte-drapeau du PCF et les constructeurs de ces cellules d'entreprises.

Ce premier problème se double d'un second qui est que cette étreinte étouffante que le PCF impose à la CGT dans les entreprises se double d'une difficulté profonde de la CGT, en tant qu'organisation de masse, à relayer, sur le plan syndical, les positions actuelles du PCF. Sous peine de faire exploser les contradictions internes qui sont les siennes, en tant qu'organisation où sont appelés à coexister différents courants politiques, dont celui des militants appartenant au PS; ou de prendre le risque de se rétracter sur des positions « dures » inassumables par les autres courants politiques et par la masse des syndiqués.

Ainsi s'explique la nécessité pour la CGT de maintenir une politique d'unité d'action avec la CFDT. Et, également, la prudence de Séguy lors de l'affaire afghane, sans que celle-ci empêche une division publique de la direction confédérale sur cette question. C'est le signe que les contradictions de la ligne actuelles du PCF cristallise et s'aggrave sur la question des rapports PCF-CGT. Tant l'intervention quelque peu embarrassée de Séguy lors du Conseil national du PCF, que les derniers développements sur la question afghane sont là pour en témoigner.

Ce qui tend à se dessiner c'est que la crise actuelle du PCF nourrit des forces centrifuges au sein même du parti. Là est sans doute l'élément le plus nouveau par rapport au passé et le plus prometteur par rapport à l'avenir.

L'attitude actuelle de la direction Marchais est conforme aux méthodes du passé : souder ceux qui gardent leur confiance au « Parti » en aggravant l'isolement de celui-ci au sein d'un monde dépeint comme hostile et dominé par les forces ennemies se déchaînant contre le parti de la classe ouvrière. Pourtant, cette politique, qui a fait ses preuves dans le passé, et dont il ne s'agit pas de sous-estimer l'impact dans les rangs du Parti communiste, n'apparaît pas en mesure aujourd'hui de répondre aux questions de nombreux militants qui ont décidé de rester membres du PCF malgré leurs divergences avec la direction. Dans ces conditions, la nouvelle ligne de la direction du PCF, semble devoir se réfracter au sein même du parti en se différenciant selon des orientations potentiellement divergentes.

L'une, sans doute particulièrement forte chez certains militants formés à la vieille école, qui serait celle d'une espèce de néo-stalinisme intégriste s'appuyant sur une volonté d'alignement total sur le Kremlin et de repli sur une ligne « classe contre classe » à prétention « révolutionnaire ». D'autres vont dans le sens d'une adaptation

explicite et maîtrisée aux conditions de la crise du capitalisme, que ce soit sous une variante de type social-démocrate, assez bien représentée par Elleinstein et ses propositions de « rapprochement historique » entre PC et PS, ou selon la variante dite « eurocommuniste », en fait assez symétrique des propositions avancées par Rocard au sein du PS.

Jusqu'à présent la direction du PCF est parvenue à endiguer ces forces centrifuges et, y compris, à « récupérer » certaines des propositions des uns et des autres pour alimenter sa propre ligne. Celle-ci est en effet assez composite pour intégrer des éléments disparates et enfermer ceux qui en sont les promoteurs dans un jeu de pressions contradictoires sur la direction. L'équipe Marchais est passée maîtresse dans cet art, cherchant à récupérer Elleinstein d'un côté, redonnant une place d'honneur aux staliniens historiques, lorsqu'il s'agit de « défendre l'URSS », de l'autre; préconisant l'autogestion et jetant l'anathème contre la CFDT, soutenant l'intervention soviétique en Afghanistan et désapprouvant la condamnation de Sakharov...

Il n'en reste pas moins que ce jeu est dangereux; plus il dure, plus il entraîne des oscillations de grande ampleur, étant donné l'aggravation de la lutte des classes tant au niveau national qu'international. Celles-ci peuvent être, sont déjà, à l'origine de prises de conscience et de propositions qui, au sein même du PCF, entrent en contradiction avec, non pas tel ou tel point de la ligne du PCF, mais avec cette ligne en tant que telle.

C'est le cas avec Luttes et débats et avec certains autres secteurs qui sont à l'origine de la pétition pour « l'union dans les luttes ». Que certains signent cette pétition parce qu'ils y voient un nouveau moyen de pression sur la direction du PCF ne doit pas masquer le fait fondamental que l'aspiration à l'unité et à la lutte qui se cristallise autour de cet appel est porteuse d'une autre dynamique : celle d'une alternative à la politique de collaboration de classes du PCF. Cette alternative, c'est celle du front unique ouvrier, ceux qui s'engagent sur cette voie ne peuvent éviter la question centrale qui est, non de « réformer » le PCF, non de résoudre sa crise, mais de précipiter celle-ci en proposant une alternative globale, politique et organisationnelle : la construction du parti révolutionnaire dont la classe ouvrière a besoin pour gagner les batailles à venir et pour réaliser les tâches historiques qui sont les siennes.

Antoine Artous
Francis Sitel

NOTES

1. *L'expansion*, n°115, février 1978.
2. *Economie et Politique*, n°29, septembre 1979.
3. A preuve, cette autre affirmation de G. Marchais : « *Une perspective existe pour les travailleurs, il faut qu'ils la connaissent; une perspective solidement ancrée dans le présent et qui ne renvoie à aucune échéance des transformations qui doivent être engagées par les luttes* dès maintenant. *Et seuls le niveau et l'ampleur de ces luttes sont en mesure de répondre du niveau, de l'ampleur et de la date de ces changements* ». Il faut noter que ces discours permettent aussi de donner une alimentation « idéologique » à certains tenants de l'eurocommunisme : nouvelles formes de démocraties à la base, conseils d'ateliers, solutions industrielles et nouvelles formes de développement... Tout cela dans le cadre de l'austérité et de la gestion de la crise du capitalisme. (Voir l'article du J. Habel sur « Le recentrage du PCF » dans *Critique communiste*, n°30.)